

**Arrêté préfectoral complémentaire n° A 6648 du 26 MARS 2026  
relatif à une modification du plan d'épandage concernant un élevage avicole exploité par l'EARL LE  
PONCEREAU dont le siège social est situé au lieu-dit Le Poncereau – 79 150 VOULMENTIN**

Le préfet des Deux-Sèvres,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le Code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre 1er et le titre 1er du livre V ;
- Vu** le décret n° 2007-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du président de la République en date du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER, en qualité de sous-préfet de Niort, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;
- Vu** le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;
- Vu** l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous les rubriques n° 2101 et 3660 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 3434 du 14 septembre 2000 modifié pour 63 400 emplacements volailles et du récépissé de déclaration n° 8034 du 30 juin 2015 pour 120 vaches allaitantes ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la Préfecture de Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance reçu le 18 décembre 2025 relatif à la mise à jour du plan d'épandage et du changement de statut de l'élevage avicole et bovin, situé au lieu-dit « Le Poncereau » sur la commune de VOULMENTIN (79 150) ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 17 mars 2026 ;
- Vu** le courrier transmis à l'exploitant le 24 mars 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- Vu** la réponse de l'exploitant reçu par courriel en date du 25 mars 2026 informant ne pas avoir d'observation à formuler ;
- Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;
- Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

### ARTICLE 1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

L'EARL LE PONCEREAU dont le siège social est situé au lieu-dit Le Poncereau sur la commune de VOULMENTIN est autorisé à exploiter sur le même site de la même commune, un élevage de volailles concerné par le classement suivant au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Classement	Volume autorisé
3660	Élevage intensif de volailles Plus de 40 000	Autorisation	63 400 emplacements volailles
2101-3	Bovins (activité d'élevage, transit, vente, etc. de) :Élevage de vaches allaitantes de plus de 100	Déclaration	120
2.1.5.0	Rejets eaux pluviales	Déclaration	6,30 ha dont 0,30 ha de surface de toiture dont les eaux pluviales sont récoltées par des gouttières

*A (autorisation), E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique), D (déclaration)*

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations ou équipements exploités dans l'établissement qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

L'exploitant respecte les dispositions suivantes :

- l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature définie par l'article R.214-1 du Code de l'environnement ;
- le présent arrêté complétant les dispositions précitées.

L'EARL LE PONCEREAU est tenu de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les articles suivants.

### ARTICLE 2 – ARTICLES MODIFIES

#### Article 2.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

L'article 1 du présent arrêté annule et remplace :

- l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 3434 du 14 septembre 2000 modifié susvisé.

#### Article 2.2 Localisation

Les mots « Monsieur Claude TOURRENNE » de l'arrêté préfectoral n° 3434 du 14 septembre 2000 modifié sus-visé sont remplacés par « l'EARL LE PONCEREAU ».

#### Article 2.3 – Autres limites de l'autorisation (caractérisations et valorisation des effluents)

L'article 2.14 de les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 3434 du 14 septembre 2000 modifié susvisé sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

L'élevage (volailles et bovins) produit 22 026 kg d'azote et 11 341 kg de phosphore par an sous forme de fumier.

L'intégralité des effluents est épandue sur les 242,52 hectares de surfaces agricoles utiles exploités par l'EARL LE PONCEREAU répartis sur les communes de BRESSUIRE, VOULMENTIN, BRESSUIRE et ARGENTONNAY.

La gestion des effluents est réalisée conformément au dossier de demande de mise à jour du plan d'épandage transmis en décembre 2025.

Les îlots n° 6, 28 et 29 du dossier sont exclus du plan d'épandage.

### **ARTICLE 3 – SANCTIONS**

Les infractions ou l'inobservation de conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 4 – PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté est déposée en mairie de VOULMENTIN et peut y être consultée ;

2°) un extrait dudit arrêté est affiché en mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux ;

3°) le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la Préfecture ;

4°) une copie de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal consulté ;

5°) l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres, pendant une durée minimale de quatre mois.

### **ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) » :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36 du même code, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **ARTICLE 6 – EXÉCUTION – AMPLIATION**

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de l'arrondissement de Bressuire, le directeur de la direction départementale de l'emploi du travail, des solidarités et de la protection des populations des Deux-Sèvres, le maire de VOULMENTIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'EARL LE PONCEREAU .

NIORT, le 26 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture ,



Patrick VAUTIER

